Document généré le 5 juin 2025 13:54

Anthropologie et Sociétés

Action politique zapatiste et contexte régional
Le cas de Puebla, Mexique
Zapatista Political Action and Regional Context
The case of Puebla, Mexico

Eduardo González Castillo

Volume 32, numéro hors-série, 2008

Globalisation des cultures : traces, traverses et voix de jeunes anthropologues

URI : https://id.erudit.org/iderudit/000228ar
DOI : https://doi.org/10.7202/000228ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)
1703-7921 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Castillo, E. G. (2008). Action politique zapatiste et contexte régional : le cas de Puebla, Mexique. *Anthropologie et Sociétés*, *32*, 79–84. https://doi.org/10.7202/000228ar

Résumé de l'article

Cet article porte sur la diffusion du mouvement zapatiste dans la région centrale de l'État de Puebla, au Mexique. L'objectif du document est de mettre en valeur les processus locaux qui ont rendu possible la diffusion nationale de « La otra », campagne politique initiée par l'Armée Zapatiste pour la Libération Nationale (EZLN) au Mexique en 2005. L'analyse s'appuie sur un survol de l'histoire récente de cet État mexicain à partir d'une approche qui relève de l'économie politique. Ainsi, nous étudierons l'évolution économique de cette région du Mexique ainsi que les implications politiques de ces changements. Ainsi que le suggère le titre de l'article, une attention spéciale sera portée à l'évolution des mouvements sociaux contestataires dans l'État. De cette façon, nous ferons allusion aux moments de rayonnement et de recul des organisations politiques de la ville.

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ACTION POLITIQUE ZAPATISTE ET CONTEXTE RÉGIONAL

Le cas de Puebla, Mexique

Eduardo González Castillo

En juin 2005, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a réorganisé sa stratégie d'action politique au Mexique. Ainsi, après une décennie de révolte, les zapatistes ont décidé de lancer un appel à l'organisation de la résistance nationale et internationale anticapitaliste avec la « Sixième déclaration de la forêt *lacandone* », mieux connue sous le nom de « La sexta ». Cet article a comme objectif d'identifier les principales caractéristiques du processus de diffusion de cette campagne dans l'État de Puebla, au centre du Mexique. Cette démarche analytique s'avère pertinente compte tenu du succès relatif de la proposition zapatiste dans cette zone du pays. En ce sens, l'une des idées principales de cet écrit est de démontrer la nécessité d'une approche régionale basée sur la perspective de l'économie politique afin de mieux comprendre les différentes dynamiques politiques impliquées dans le processus de diffusion de cette campagne dans l'État de Puebla.

« La sexta »

Il est possible d'identifier, tout au long de l'histoire zapatiste, divers antécédents de « La sexta » en tant qu'appel à l'organisation politique nationale. Le plus important est peut-être celui de la création du Front zapatiste de libération nationale (FZLN). Formé en 1996 en réponse à la 4e déclaration de la forêt *lancandone*, ce front a été dissout par ses membres dix ans plus tard, en 2005, pour faire partie du nouveau plan d'action proposé.

En effet, « La sexta » prône la réalisation d'une campagne politique ayant pour but la création d'alliances entre les différents mouvements politiques du pays et la formation d'une force politique alternative. Cette dernière est censée agir à la fois à l'extérieur des canaux politiques conventionnels et en opposition à ces derniers : « por abajo y a la izquierda » (par en bas et par la gauche). Cette campagne a été nommée « La otra » (L'autre), car elle a été réalisée en même temps que les campagnes des partis politiques qui cherchaient à gagner l'élection présidentielle mexicaine de 2006. Dans cette logique, à partir de 2005 plusieurs membres de l'Armée zapatiste, dont le sous-commandant Marcos, ont commencé à parcourir l'ensemble du territoire mexicain, ce qui a donné lieu à la mobilisation nationale de différents regroupements engagés.

« La otra » étant un appel à l'organisation politique populaire (et non pas un plan d'action défini), elle s'est avérée assez « ouverte » en termes idéologiques et

elle a réussi à intégrer (comme adhérents ou comme « simpatizantes ») plusieurs groupes de partout au pays et d'ailleurs. « La otra » a aussi été capable de développer des liens de solidarité avec divers groupes en conflit dans différentes zones du pays (comme dans le cas du petit village d'Atenco, dans l'état de Mexico, par exemple).

Il est impossible de nier le succès certain de cette diffusion du discours zapatiste, surtout si l'on tient compte du fait qu'il a été propagé, en général, à l'aide de ressources minimes et hors des canaux institutionnels. À cet égard, l'usage des technologies de communication et d'information, comme l'Internet, a été un outil clé dans la création de plusieurs réseaux zapatistes d'échange d'informations et de coordination politique un peu partout dans le monde (ce que les services de sécurité américains ont appelé la *social netwar* –Ronfeldt, 1998). Pourtant, les zapatistes sont loin d'atteindre leurs objectifs, car cela dépend, comme nous le verrons dans la section suivante, de l'évolution des différents conflits régionaux où leur message est diffusé.

Puebla

Situé au centre du pays, Puebla est l'un des 31 États composant la Fédération mexicaine. Malgré les données archéologiques, la capitale de l'État a toujours été considérée par ses élites comme une ville d'origine espagnole. Lors de l'époque coloniale et du premier siècle de l'indépendance, les établissements manufacturiers textiles caractérisaient l'économie de la ville. Des entrepreneurs d'origine espagnole étaient à la tête de ces activités productives. Bien qu'elle ait été présente pendant une longue période, la prédominance locale de cette élite s'est effacée durant les années 1960, dans un contexte de stagnation économique et de forte conflictualité sociale (voir Pansters 1998 ; Sotelo 2002).

Encouragée par le gouvernement fédéral et enclenchée par l'installation d'entreprises provenant de l'extérieur de l'État (ILSA, PEMEX, VOLKSWAGEN), la rénovation industrielle des années 1960-1970 a permis la réactivation économique de cette région. Puebla est alors devenu le centre d'une zone métropolitaine comprenant même quelques localités de l'État voisin de Tlaxcala.

Dans les années 1980, le virage néolibéral de l'économie, tant national que mondial, a aussi eu des effets sur la région Puebla-Tlaxcala. Ainsi, l'industrie locale a été réorganisée, notamment celle liée à la production automobile. Cela a entraîné une réduction dans la quantité et la qualité (en termes de salaires et de sécurité sociale) des emplois offerts par l'industrie de la région (Juárez 2005). Ces changements se sont produits parallèlement au développement dans l'État des « maquilas », surtout à partir des années 1990, dans la vallée d'Atlixco, au centre de l'État, et aux alentours de la municipalité de Tehuacán, dans le Sud (Barrios 2004).

On estime que les politiques économiques néolibérales ont entraîné l'appauvrissement généralisé de la population salariée et le développement des inégalités sociales partout au Mexique (Barrios 2004). Dans ce pays, la diffusion du libre échange a coïncidé avec la désarticulation d'un régime politique autoritaire

et centralisateur, dont les sources d'hégémonie reposaient sur l'usage clientéliste des ressources publiques et sur un ensemble d'institutions publiques répondant aux besoins de la population (ISSSTE, IMSS, INFONAVIT, SEP). Dans le cas de Puebla, les politiques néolibérales ont été mises sur pied dans un contexte d'affirmation des pouvoirs conservateurs (Castillo 2005). Il y a aussi eu une sorte de recul des mouvements sociaux, lesquels avaient réussi à modifier de manière remarquable le contexte politique local quelques années auparavant (1960-1970).

Ainsi, le mouvement universitaire gauchiste, indiscutablement en force dans les années 1960, a été violemment désorganisé et presque éradiqué des universités publiques dans les années 1980-1990. Cela a entraîné une perte significative pour la dissidence politique, car la proscription de toute activité ouvertement politique au sein de l'université a alors rendu beaucoup plus décisive la lutte quotidienne pour l'accès aux espaces publics ouverts (places publiques, parcs, esplanades). Au fil du temps, la création d'espaces privés destinés à la discussion et à l'organisation politique (cafés, bars, centres culturels) a été l'une des conséquences indirectes de ce virage au sein de l'université publique à Puebla. Celle-ci est alors devenue l'un des bastions du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui n'a jamais connu la défaite lors des élections gouvernementales de l'État et qui, dès les années 1990, a entamé une violente politique de répression à l'encontre des leaders des mouvements contestataires[60]. À cela s'ajoute la faiblesse des partis politiques de gauche, lesquels, à la suite de la disparition du Parti communiste (PC), n'ont jamais réussi à représenter une force politique significative dans la région.

De l'autre côté, les partis de la droite (le PAN et le PRI) et les élites locales connaissent, dans les années courantes, une période de concordance et arrivent à se mettre d'accord pour partager le pouvoir municipal en alternance. En ce sens, les déchirements sociaux des années 1960-1970 ont été dépassés grâce à une démocratie électorale dont ont profité les partis de droite et quelques entrepreneurs, surtout ceux liés aux capitaux internationaux de la « maquila ». Par ailleurs, la politique officielle contemporaine dans l'État de Puebla apparaît comme un enchevêtrement d'autoritarisme, de corruption et d'abus de la part des élites économiques, comme en témoigne, entre autres, le cas de la journaliste Lydia Cacho, qui a été persécutée par la justice de l'État suite à ses enquêtes sur les pouvoirs économiques et gouvernementaux agissant autour de la pornographie infantile au Mexique.

« La otra » Puebla [61]

Dans le cas de « La marcha por la dignidad indigena » (2001), tout comme dans celui de « La otra campaña » (2005), les caravanes zapatistes ont été accueillies sur la place publique principale de Puebla par des foules très animées. Les groupes qui ont été interpellés par la proposition zapatiste sont essentiellement

60. Gumaro Amaro (chef social assassiné en février 1989), Samuel Malpica (ancien recteur universitaire emprisonné en 1992), Teodoro Lozano (député et chef social, mort dans un accident en août 2001), Griselda Tirado Evangelio (avocate membre de l'Organisation Indépendante Totonaca, assassinée en août 2003), Lydia Cacho (journaliste emprisonnée en 2006).
61. Information obtenue lors du travail de terrain réalisé en 2006.

formés de professeurs et d'étudiants universitaires, d'artistes (de façon individuelle ou collective), d'ouvriers, d'employés du secteur public, d'organisations populaires rurales et urbaines et de mouvements politiques de gauche.

Toutefois, contrairement à ce qui s'est passé à Mexico (où les zapatistes ont été reçus dans des établissements publics comme l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) ou l'École nationale d'Anthropologie et d'Histoire), le discours de l'EZLN dans l'État de Puebla a trouvé ses principaux points de diffusion à l'intérieur de locaux privés (ou « semi-privés ») développés par les groupes de gauche, comme dans le cas du Centre culturel « Avenida » et celui du Café « Espiral 7 ». Le premier est un local qui a été fondé dans les années 1980, au sud de la ville, sur la propriété d'une famille originaire de la capitale du pays. Il s'agit d'un centre socioculturel qui offre des services de formation en arts et en sports pour les habitants des quartiers environnants. Il a été inspiré par le mouvement européen « Okupa » et par les « Aguascalientes » zapatistes, qui sont des centres de discussion et de délibération politique bâtis à l'intérieur des municipalités en rébellion du Chiapas. Le second est un café créé par divers collectifs qui ont adhéré à « l'autre campagne » zapatiste. Pour cela, ils ont décidé de louer un local au centre de la ville et d'y établir un café qui fonctionne comme un forum de discussion et de diffusion des propositions de « La sexta ». De plus, l'espace compte une « salle d'informatique » et une vaste terrasse où sont organisées des rencontres régulières. Ce repli vers le privé de la part des mouvements sociaux locaux se déroule au milieu d'une lutte constante des groupes contestataires pour l'accès aux espaces publics. Diverses altercations entre les autorités et les adhérents à la campagne zapatiste témoignent de cette situation. Même la force policière et les arrestations injustifiées ont été utilisées par les autorités locales afin d'empêcher les groupes zapatistes de réaliser leurs activités[62].

Or, malgré ces circonstances, la proposition politique zapatiste a donné lieu à une sorte de régénération du discours et à une revitalisation de l'action politique contestataire dans l'état de Puebla. Ainsi, la « Sixième déclaration de la forêt *lacandone* » a fourni les éléments et les arguments permettant la restauration du discours socialiste et anticapitaliste du mouvement étudiant des années 1960. De plus, cette déclaration a offert aux groupes de gauche une vision plus élargie des objectifs de la lutte politique et des groupes convoqués, notamment en ce qui concerne la participation des indigènes.

Du côté de l'action politique, il est fort intéressant de constater à quel point « La otra » a été capable de créer des liens de solidarité avec divers groupes sociaux dans cette région du pays. De cette façon, les zapatistes se sont liés de manière efficace aux mouvements locaux pour la défense des travailleurs de la « maquila », aux anciens membres du mouvement étudiant qui sont toujours en lutte et aux groupes qui luttent pour l'accès à l'espace public. De plus, les

62. En mars et en juin 2004 ainsi qu'en août 2006, les promoteurs du café ont eu droit à quelques visites et intimidations policières. De plus, en avril 2005, une manifestation organisée au centre-ville par plusieurs collectifs s'est terminée par l'arrestation de quelques participants, qui ont ensuite été accusés d'occupation de la place publique sans permis.

regroupements zapatistes ont créé une sorte de réseau qui, dispersé un peu partout dans le centre de l'État, reste en contact avec les adhérents de « La otra » du reste du pays et de l'étranger. Les technologies de communication ont sans doute été d'une importance majeure dans la création de ce réseau. Ce sont toutefois surtout les liens de solidarité noués avec les autres mouvements politiques de la région qui ont fait en sorte que la diffusion locale de la campagne zapatiste soit effective (voir Leyva 2001).

Conclusion

L'histoire politique et économique récente de la zone centrale de Puebla et l'appropriation actuelle du discours zapatiste par différents mouvements sociaux témoignent de la manière dont la diffusion à grande échelle des mouvements politiques est fortement conditionnée par l'état des conflits et des négociations politiques au niveau régional. Ces conflits et ces négociations comprennent divers discours politiques et différentes perspectives culturelles, lesquels donnent ensuite lieu à des régions hétérogènes, ouvertes aux influences externes et, par conséquent, articulées à diverses échelles géopolitiques, soit l'État nation et l'ordre mondial. Pourtant, même dans ces conditions particulières, l'histoire locale et les dynamiques politiques régionales demeurent décisives, car elles conditionnent la réceptivité des mouvements politiques venus d'ailleurs.

En ce sens, le cas étudié nous a permis de mettre en valeur la façon dont les diverses circonstances locales s'articulent à la diffusion nationale (et mondiale) d'un discours politique alternatif. C'est l'accent mis par l'économie politique sur les processus socioéconomiques et hégémoniques qui peut nous permettre de mieux comprendre les caractéristiques de ce phénomène régional. L'objectif de cet article aura donc été de démontrer la pertinence analytique de cette approche.

Références

Barrios, M. et al., (2004), *Tehuacán, del calzón de manta a los bleu jeans. La nueva industria del vestido en México, los trabajadores y las comunidades indígenas*. Puebla, México, CDHLVT, RSM.

Castillo, J., (2005), « ¿Cuáles son los cambios en los movimientos sociales? », *La jornada de oriente-Perfil*. Consulté sur Internet (http://www.lajornadadeoriente.com.mx/2005/04/07/perfil/perf21.html), le 3 avril 2008.

Juárez, H., (2005), « El sindicalismo independiente en Puebla? », *La jornada de oriente-Perfil*. Consulté sur Internet (http://www.lajornadadeoriente.com.mx/2005/04/07/perfil/perf22.html), le 3 avril 2008

Pansters, W., (1998), *Política y poder en Puebla. Formación y ocaso del cacicazgo avilacamachista*, 1937-1987. Mexico, BUAP-FCE.

Ronfeldt, D. et al., 1998, « La guerra social de redes zapatistas en México ». Consulté sur Internet (http://www.geocities.com/diesonne_2k/Documentos.htm), le 20 octobre 2007.

Sotelo, H., (2002), 1972-73, *Puebla de los demonios*. Puebla, BUAP.

RÉSUMÉ – ABSTRACT

Action politique zapatiste et contexte régional : Le cas de Puebla, Mexique

Cet article porte sur la diffusion du mouvement zapatiste dans la région centrale de l'État de Puebla, au Mexique. L'objectif du document est de mettre en valeur les processus locaux qui ont rendu possible la diffusion nationale de « La otra », campagne politique initiée par l'Armée Zapatiste pour la Libération Nationale (EZLN) au Mexique en 2005. L'analyse s'appuie sur un survol de l'histoire récente de cet État mexicain à partir d'une approche qui relève de l'économie politique. Ainsi, nous étudierons l'évolution économique de cette région du Mexique ainsi que les implications politiques de ces changements. Ainsi que le suggère le titre de l'article, une attention spéciale sera portée à l'évolution des mouvements sociaux contestataires dans l'État. De cette façon, nous ferons allusion aux moments de rayonnement et de recul des organisations politiques de la ville.

Mots-clés : González Castillo**,** Mexique (Puebla), zapatisme, analyse régionale, mouvements sociaux, économie politique.

Zapatista Political Action and Regional Context. The case of Puebla, Mexico

This article concerns the diffusion of the Zapatista political movement in Puebla, Mexican state located at the center of the Republic. The goal of the paper is to show how some local processes have made possible de national diffusion of « La otra campaña », political campaign initiated in 2005 by the Zapatista Army of National Liberation (EZLN) in Mexico. The analysis leans on a revision of the recent history of that Mexican state from a political economy approach. The economical evolution of this Mexican region is studied in a general way, as well as the political implications of those economical changes. As suggested by the title of the paper, particular attention is given to the evolution of dissenting social movements in the state. In order to do it, the "best" and the worst moments of the local political organizations are called up too.

Keywords : Puebla (Mexico), zapatism, regional analysis, collective political action, social mouvements, political economy.

Eduardo González Castillo
Département d'anthropologie
Université Laval
3730, pavillon Alphonse-Marie-Parent
Québec (Québec) G1V 0A6
Canada
eduardo.gonzalez.1@ulaval.ca